

PETIT GUIDE DES FUTURS DÉSIRABLES



attac

Les textes qui suivent ont été rédigés par plusieurs militant-es d'Attac à l'occasion des 25 ans de l'association en 2023. Chacun-e anticipe, à sa manière, des futurs possibles et désirables, à travers des tranches de vie qui se situent entre 2038 (40 ans d'Attac) et 2048 (50 ans). Pour cet exercice d'écriture collective, nous avons souhaité garder la diversité des textes sur le fond comme dans la forme, qui n'ont pas vocation à rendre compte de manière exhaustive des analyses et propositions d'Attac. Nous avons au contraire volontairement gardé les discordances et la pluralité de ces anticipations, qui font aussi leur richesse.

Flambeau

Salut à toi étranger·e, paysan·ne, maraîcher·e, étudiant·e, dissident·e. Salut à toi la jeunesse de demain qui reprendra la lutte, l'étendard et les chants que d'autres encore avant nous ont portés. Tu liras peut-être que nous étions des éco-terroristes, des utopistes, des fomenteur·euses de révolte, des partisan·es farouches d'une décroissance brutale... Nous sommes seulement la force de dire NON qui se soulève avec détermination et conviction contre la destruction organisée du monde et la guerre déclarée au vivant. Nous sommes l'espoir, la dignité, la résistance, l'envie, le désir, la fierté et la vie. Il nous est impossible d'accepter dans la résignation toute cette dévastation des richesses naturelles et humaines que la fabrique du consentement libéral nous présente comme le seul choix possible de notre récit collectif.

Nos futurs désirables ne peuvent s'envisager que dans un monde en paix, sans guerres ni génocides. Les budgets consacrés à l'armement auront été réorientés sur la santé, l'éducation, l'alimentation...

Ensemble, ici, nous menons des batailles pour un imaginaire nouveau, des futurs désirables et une planète vivable - notre héritage sans testament comme disait le poète. Nous formulons d'autres chemins pour sortir du vieux monde finissant des profits et de la surproduction appuyés par des flux financiers criminels. Nous prôtons

d'autres voies pour refuser le dogme des projets inutiles, écocidaire, extractivistes, dont les seuls objectifs sont la compétition, l'exploitation et la rentabilité.

Nous marchons dans les champs pour soutenir d'autres façons d'aménager nos campagnes et de reprendre possession des communs dans une fabrique collective des savoirs. Nous dansons dans les rues pour défendre l'avenir de notre modèle social, de nos services publics et refuser partout le racisme ordinaire, le mépris de classe, le sexisme, l'homophobie, les lois sécuritaires.

La tâche peut apparaître immense, l'adversaire redoutable, mais pas à pas nos victoires donnent le courage et l'envie de garder foi dans un avenir meilleur, pour que nos gestes et nos combats, ici, soient entendus ailleurs, et que partout résonnent le droit et la dignité humaine portée par les mouvements sociaux. Car nos luttes sont une invitation à l'expression du beau, du sauvage, du temps libre que nos vies savent offrir avec grâce pour faire advenir ensemble une société plus juste, inclusive, égalitaire, écologique et démocratique. Salut à toi donc qui reprendras le flambeau pour devenir à ton tour un-e passeur-euse défenseur-euse de notre vivant édifice, "parmi la foule immense où l'homme est un ami" (Paul Eluard).



Lilian sortit de chez elle et marcha jusqu'à l'arrêt de l'omnibus qu'un abri en bois protégeait des intempéries. Installé en rase campagne, il produisait toujours son effet lorsqu'on le découvrait pour la première fois. L'abri servait aussi d'affichage pour les informations locales, administratives, citoyennes et festives : plus aucune publicité incitant à la surconsommation néfaste pour la planète n'était autorisée.

Lilian attendait un groupe d'étudiant·es de tous âges. Ils venaient dans le village pour étudier son mode de vie coopératif et le développer ailleurs. Le village l'avait échappé belle. Sur le déclin, tous ses commerces fermés les uns après les autres, vidé de ses habitant·es qui fuyaient à la ville, il n'avait dû sa survie qu'aux réfugié·es qui s'y étaient installé·es. Les populations anciennes et nouvelles s'étaient liées, elles avaient fait front commun pour retrouver des services publics.

Une maison de la citoyenneté avait été construite, la gratuité des transports, de la crèche avait été instaurée. Des réflexions avaient été engagées sur une véritable gestion des communs et de nouvelles pratiques adoptées. Des usines à bois, des fermes coopératives s'étaient développées. La fin des accords de libre-échange avaient incité tous les pays à soutenir une agriculture locale et diversifiée.

Ici, la transition n'allait pas de soi car le pays était un pays d'élevage, ce qui avait dû évoluer avec la raréfaction de l'eau. Les nouvelles générations firent prospérer une agriculture paysanne sans pesticides, produisant des légumes de saison ainsi que des plantes et légumineuses sources de protéines végétales.

Une lycéenne

À 17 ans, Naïma revient d'une semaine de stage pratique chez un couple paysan. La semaine en plein air, c'est sa préférée du mois ! Comme de nombreuses et nombreux jeunes volontaires à partir de 16 ans, durant l'année scolaire, elle consacre une semaine par mois, en étant rémunérée, à travailler la terre pour une alimentation saine et de qualité. Elle apprend les associations de plantes qui évitent les maladies. Et pour la transmission entre générations, pour comprendre la terre, les plantations, rien ne vaut la pratique et l'expérience !

Mais elle est contente de rentrer chez elle pour retrouver son amoureux. Le mois prochain, elle observera les résultats de ses plantations et travaux ... et y retrouvera la deuxième personne qui fait battre son cœur, Camille. Peut-être plus tard, devra-t-elle se fixer mais pour l'heure, rien ne presse... L'agroécologie a fait beaucoup de progrès durant les 15 dernières années. On a interdit la plupart des pesticides ; les énormes machines polluantes et coûteuses ont fait place au travail humain assisté d'outils et de machines fabriqués dans des ateliers paysans ou achetés par les coopératives. La transformation des industries chimiques en unités de fabrication de panneaux solaires ou autres activités utiles, notamment pour produire de l'énergie renouvelable, n'est pas encore terminée, mais chacun-e est aidé-e pour trouver un nouveau lieu d'utilité sociale grâce aux formations de transition. Sachant qu'elle pourra changer de métier, reprendre une formation en toute sécurité, Naïma a moins peur de l'avenir !

Je m'appelle Gaïa

Fortement malmenée depuis un siècle, j'ai bien cru ne plus pouvoir assumer un rôle essentiel : celui de nourrir les populations de nos territoires. En effet, tant de pesticides déversés, de béton répandu, de sécheresses, de feux à répétition... m'avaient rendue aride. Heureusement que des hommes et des femmes se sont soulevé-es pour me défendre : ici et là, pour refuser la bétonisation, pour éviter que des sociétés financières m'exploitent et envoient des êtres humains contraints de sucer toute la moelle vivante que je possède.

A ce jour, tout n'est pas encore parfait, mais le paysage s'éclaircit : la mobilisation a permis que voient le jour des lois condamnant toutes ces pratiques mortifères. Une récente réforme de la politique agricole commune permet d'apporter une aide conséquente aux petit-es paysan·nes dont les pratiques me respectent. Le zéro artificialisation nette est devenu une réalité. Les sociétés financières ne peuvent plus faire main basse sur les terres. Et une loi impose une régulation très stricte de l'utilisation de l'eau des rivières et des nappes phréatiques.

Je reçois chaleureusement les graines que l'on sème et je fais mon travail pour qu'elles produisent légumes et fruits. Loin de moi désormais ces bruits de moteur incessants pour pulvériser tous ces produits pesticides, herbicides, fongicides tous interdits... qui me rendaient malade, je peux enfin goûter le calme des humains qui ont beaucoup œuvré pour que ces pratiques soient punies par la loi.

[Article tiré de la Gazette de la Terre
d' avril 2040]

Des pratiques culturelles nouvelles et des semences résistantes ont permis de surmonter l'assèchement des nappes phréatiques. Les mégabassines et les retenues collinaires qui se sont multipliées au cours des décennies précédentes ont contribué à assécher les nappes phréatiques, rendant difficiles les cultures dans les fermes à taille humaine, respectueuses du vivant. Cependant, des « gardien-nes de semences » avaient réussi dès les années 2000 à cultiver des comestibles capables de résister à la sécheresse et aux maladies, sans engrais ni pesticides. Des petites équipes locales ont appris à les mettre en culture dans leurs territoires autrefois verdoyants, mais victimes aujourd'hui encore de sécheresses. En France, mais aussi ailleurs dans le monde. Progressivement,

elles ont investi des tiers lieux régis en SCOP pour gérer leurs exploitations de quelques hectares en permaculture qui produisent aujourd'hui abondamment des fruits et légumes qui ont naturellement du goût et dont les apports nutritionnels sont riches. Outre la vente directe des produits, elles établissent souvent dans les villes et villages, une cantine où se rencontrent les élèves de l'école et les seniors du village ou du quartier. Par ailleurs, les surplus de production sont toujours pris en charge par les associations locales de vente de proximité grâce à des fonds de solidarité très réactifs. Des conserves sont fabriquées et servent au cas où les récoltes futures seraient moins bonnes ou seraient envoyées dans des pays encore davantage touchés par la sécheresse.



- Mais papa, dès le lycée, on apprend que l'électricité est un monopole naturel et qu'elle ne peut être gérée par le marché ! Ils étaient vraiment nuls vos hommes politiques... peut-être parce que c'étaient surtout des hommes... mais on a les élu-es qu'on mérite ! lance Aëlwenn à son père.
- Oui, peut-être, c'est pour ça qu'on ne les a pas attendus pour créer le SPE (service public de l'énergie) et considérer l'énergie comme un bien commun.
- Mais oui, je te taquine. On vous doit aussi la diminution drastique de la consommation et une politique de sobriété et d'efficacité énergétiques.
- Et je t'ai déjà raconté comment on a fermé les deux-tiers des centrales nucléaires et atteint une énergie renouvelable à 80 % du mix ?
- Grâce à la CCE (Convention citoyenne sur l'énergie) et à la loi de programmation pluriannuelle qui a suivi ! répond Aëlwenn en récitant sa leçon.
- On a bataillé mais on a pu s'appuyer sur le scénario 100 % renouvelables de RTE (Réseau de transport de l'électricité). Et je me souviens de la lutte pour que ce SPE soit socialisé et piloté non seulement par des élu-es locaux mais aussi par des représentant-es des salarié-es et des usager-es à qui on a donné de réels pouvoirs.
- Vous laissez un monde un peu moins pourri que ce qu'on pouvait craindre il y a 20 ans mais il y a encore du chemin... Au fait, tu peux garder Thevan ce soir ? Je vais à la réunion du conseil de gestion de la SPLOC (société de production locale et citoyenne d'énergie) pour le remplacement des éoliennes vieilles de 30 ans.
- Et Aboubacar ?
- Il a une réunion du conseil de quartier... merci papa !

- Regarde ! Autrefois, je travaillais à la centrale nucléaire là-bas ; plusieurs copaines y bossent toujours du reste. Iels sont fonctionnaires désormais. Le démantèlement n'est pas encore terminé. Le traitement et l'entreposage des matériaux contaminés créent d'autres emplois. Vu qu'on doit garder ça bien étanche pendant des lustres (24 000 ans, la demi-vie du plutonium 239 par exemple) il y a du boulot de gardiennage, de contrôle et d'archivage des informations pour quelques générations ! On ne pouvait pas laisser complètement la centrale à l'abandon à cause du fleuve et des risques liés aux déchets.

- Heureusement ! Le fleuve, l'eau, c'est essentiel, c'est notre bien commun ! Mais il y a toujours des intérêts privés qui veulent se l'accaparer. Tu te rends compte que pendant des années (XX^e et début du XXI^e siècle), des firmes industrielles achetaient les sources, puis mettaient l'eau en bouteilles plastiques pour la vendre hyper chère en la transportant par camions. Des tonnes de bouteilles plastiques, à base d'hydrocarbures donc !

- C'est vrai, j'ai connu ce monde ; nous suivions les coutumes, les modes, sans nous rendre compte des dégâts. La prise de conscience est venue dans les pays du Sud d'abord, spoliés par les industriels du Nord, puis dans ceux du Nord aussi, avec les changements climatiques. Mais quand on a gaspillé à tort et à travers, revenir au raisonnable, être sobre, partager équitablement, n'est pas simple. On a réussi à changer la logique mais ce n'est pas fini.

- Ah mince, je n'ai plus de rustines, dit François dépité devant son pneu de vélo crevé. Bon, je vais aller en acheter à l'atelier vélo. Il y a une dizaine d'années, j'aurais dû en commander sur Amazon !

Mais, Amazon n'existe plus et le commerce en ligne a été fortement réduit et régulé. La mise en place du prélèvement à la source de la TVA leur a fait perdre un de leurs principaux avantages concurrentiels. Et la grande révolution énergétique basée sur la sobriété et les énergies renouvelables a fini d'enterrer ce modèle de consommation et de surproduction, favorisé par les accords de libre-échange et le dumping social. Les immenses entrepôts abandonnés ont permis de relocaliser des productions mondialisées : panneaux photovoltaïques, éoliennes, médicaments, produits manufacturés, etc. Le pays a instauré la sécurité sociale professionnelle et un plan de formation a permis la reconversion des salarié-es occupant des emplois devenus inutiles, tout en réduisant la semaine de travail à 28h sur 4 jours. Les salaires et les droits sociaux ont été harmonisés dans le monde entier.

François et beaucoup d'autres ont arrêté de passer du temps à regarder des vidéos sur leur smartphone ou sur internet, ils ont préféré retrouver le chemin des salles de cinéma pour le plaisir d'un partage collectif des films. D'ailleurs, beaucoup ont abandonné leur smartphone au profit de simples téléphones portables durables et peu gourmands en énergie et métaux rares. Les promesses de vivre dans un monde virtuel proposées par les GAFAM n'ont pas rencontré le succès escompté, bien au contraire !



Ça fait 5 ans qu'on a eu ce logement. 5 ans qu'on peut fêter les anniversaires à la maison, qu'on a où se poser, se reposer, qu'on n'a plus froid ni peur la nuit, 5 ans que le petit ne tousse plus et que ça va mieux à l'école. On en a eu des galères pour en arriver là : on était locataires, on payait cher comme tout le monde mais on gérait. Et puis la « grande crise du logement cher » est arrivée, ça faisait longtemps qu'elle se préparait, mais ça n'intéressait pas trop, y avait plus urgent. D'un coup, on a vu que tout avait été mis en place pour faire de nous des « locataires jetables » et enrichir les investisseurs. Petit à petit, tout le monde a appris à vivre dans l'incertitude au fil des déménagements, des hébergements, des locations à la semaine, et tout faire pour échapper au fichier des mauvais payeurs... Un jour, on en a eu marre, d'abord par quartiers, puis par ville, puis partout ! On a manifesté, on est sorti-es de l'ombre, en trois ans notre mouvement a pris de l'ampleur, manifs, campements, grève des loyers, réquisitions : un logement décent, stable, écologique et à bas loyer pour tou·tes ! ... et on a gagné !

Les loyers ont été baissés et encadrés, les logements vides réquisitionnés, les passoires thermiques isolées, le foncier urbain communalisé, les logements sociaux construits, la spéculation éradiquée, le service public du logement créé, les expulsions stoppées, les sans-abris logé-es, le droit au logement constitutionnalisé... Le logement n'est plus une source inépuisable de profit, pour le bien de toutes et tous !

Eric, 85 ans, guette à la fenêtre l'arrivée de Julien, son auxiliaire de vie. Malgré la chaleur extérieure, il a la satisfaction d'être au frais dans le studio qu'il loue au sein d'une résidence intergénérationnelle de son quartier, lieu qu'il a contribué à créer il y a 20 ans, avec l'aide de subventions de la collectivité locale. Très bien isolé par l'extérieur, le bâtiment est aussi rafraîchi par un puits canadien.

Depuis qu'il ne peut plus marcher sans aide, Eric a pu échanger, lors d'un Conseil de résident-es, son 3 pièces à l'étage contre un grand studio au rez de chaussée, avec un jeune couple qui attendait un bébé.

Aujourd'hui, Julien va l'accompagner jusqu'à l'Amap où il doit récupérer le panier de fruits et légumes - payé tous les mois avec sa carte de sécurité sociale alimentaire - qu'il l'aidera à cuisiner.

Eric se réjouit d'apercevoir le «vélobulle» à assistance électrique dans lequel Julien le transporte facilement et gratuitement tous les après-midis pour ses déplacements, lui permettant ainsi de faire ses courses et de se rendre à ses rendez-vous médicaux. Ils ont mis au point les modalités d'intervention du jeune homme afin qu'il soit présent auprès de sa propre famille. Une aidante ménagère passe aussi tous les matins. Les intervenant-es à domicile sont payé-es par la caisse de solidarité. L'ensemble des résident-es de l'immeuble s'organise aussi pour passer l'aider à tour de rôle. Eric restera ainsi le plus longtemps possible à son domicile sans être coupé de son réseau de voisin-es et d'ami-es !

Khatera, 40 ans, est maire d'une commune de 800 habitant-es qui l'ont accueillie quand elle est arrivée en France en 2028. Le nouveau parlement de la 6^{ème} République a abrogé toutes les lois qui réduisaient l'accueil des migrant-es. Khatera a pu s'installer dans le village et exercer son métier d'avocate. Quatre ans après, elle a été élue maire sur la base du programme de l'association des maires démocrates, écologistes et solidaires. Toutes les mesures promises ont été mises en œuvre : cantine végétarienne avec des produits bio et locaux, mise en place de deux voitures électriques partagées, subventions pour l'achat de vélos électriques, rénovation des passoires énergétiques, mise en œuvre d'un petit parc photovoltaïque au sol sur l'ancienne décharge, d'une chaufferie

bois raccordant tous les logements, implication dans le festival de cinéma... . La Poste a rouvert son agence. Des fonctionnaires viennent y assurer des permanences : impôts, électricité, logement, justice, services financiers et même un infirmier qui vient de la maison de santé distante de 30 km. Un conseil citoyen local a été mis en place qui débat du budget, des décisions d'investissement, propose de nouvelles mesures, etc. Elle se réjouit de pouvoir retourner en Afghanistan, pays qu'elle a quitté il y a 10 ans. Elle peut utiliser son quota maximal de km aérien instauré quelques années auparavant pour réduire le trafic aérien et le démocratiser. Elle prévoit de partir deux mois pour profiter du voyage. L'Afghanistan est désormais une démocratie suite à la révolution féministe.



La conductrice

- Qu'est-ce que tu as grandi ? (*taquin*) Tu as bien 9 ans maintenant, non ?

- 10 !

- oh pardon, tu veux bien apprendre des choses à ton papy ?

- oui, je vais t'apprendre mon futur métier !

- ah, j'ai bien de la chance, et c'est quoi ?

- conductrice !

- c'est bien ça, conductrice de bus ? d'autocar ? de taxi ?

- les trois ! j'ai parlé avec un conducteur à l'école, il m'a dit que si j'voulais, j'pouvais conduire un bus un jour, un taxi un autre jour, et un autre jour encore un autocar

- et comment ça s'appelle ce métier ?

- Maman ! c'est quoi que j'veux être comme métier ?

- (*de loin, la mère*) conductrice métropole

- voilà, ça t'plait ?

- oui oui, ça m'a l'air bien, et pourquoi tu veux faire ce métier ?

- parce que tu vas partout, où y a des gens, tu parles avec eux, ils te parlent ...

- et le ticket c'est plus cher pour le taxi que le bus, je suppose ?

- pourquoi il demande ça papy, maman ?

- là, il te fait marcher, papy a longtemps lutté pour que tous les transports publics soient gratuits pour tout le monde. Ça lui fait plaisir de t'entendre le dire.

La petite fille apprendra quand elle sera plus grande que les luttes avaient abouti. Les transports publics étaient devenus un bien commun préservé tant par les autorités que le personnel et les usager-es et même les non-usager-es. Les résultats étaient probants. Confort, itinéraires, carburant, moins

d'accidents, multi/intermodalité, réduction de l'utilisation de la voiture par une meilleure offre alternative... Tout avait été débattu démocratiquement dans les collectivités territoriales et continuait d'être débattu.

« Ici, on rémunère le travail, pas les actionnaires ». Fatou adore cette pancarte qui trône devant la porte de l'usine pharmaceutique dont elle a été élue cogérante il y a 4 ans. La société, créée sous forme de Scop, n'a jamais versé un centime de dividendes. Aujourd'hui ça semble normal, mais à l'époque de sa création – en 2027 - c'était presque impossible. En fait, la socialisation des banques a tout changé. En quelques années, les ratios financiers ont été abandonnés – seule la rentabilité économique restant nécessaire - au profit d'indicateurs sociaux et environnementaux. Ne plus avoir d'obligation de rentabilité de 10% a permis à la société d'abandonner la vision court-termiste, et donc de développer les investissements. En plus, les 58 associé-es-salarié-es ont majoritairement voté pour une baisse du temps de travail, plutôt qu'une augmentation de leurs salaires. Cette année, sa société va encore être inspectée par le fisc. Ça ne l'amuse pas. Elle va devoir repasser du temps dans sa compta. Maxime, l'autre cogérant de la société, rigole : “ On n'a rien sans rien, Fatou”. Elle le sait bien. C'est grâce à la lutte efficace contre l'évasion fiscale que la transformation de fond de l'économie a pu être financée et les banques socialisées... « Tu sais quoi Maxime ? On va dire que cette année, c'est toi qui t'occupes du contrôle » dit-elle avec un sourire narquois. Après une âpre négociation, il est convenu que chacun-e devra mettre la main à la pâte. Après tout, c'est vrai. On n'a rien sans rien.

Discussion de comptoir chez Terrbus, l'ex-Airbus désormais socialisé

- À notre santé, et à celle de la planète ! conclut Sabine, la déléguée en charge de la délibération sur le travail à l'atelier T3 chez Terrbus. Elle venait de terminer son speech au pot d'inauguration de la nouvelle ligne de production de minibus à biomasse, les salarié-es allaient enfin pouvoir accéder au buffet et échanger les derniers potins.
- Il paraît qu'à T2, le comité d'orientation des investissements a accepté le projet de nouveaux véhicules électriques partagés même si les modes de transport doux en ont fortement réduit l'usage.
- Ma copine Lina était en formation-reconversion depuis 1 an après avoir été licenciée par un sous-traitant en difficulté ; elle va pouvoir prendre un poste à T2, elle est super contente ! Son salaire était maintenu, mais elle avait envie de travailler pour aider à la transition.
- C'est pas toujours évident de se mettre d'accord avec Sarah, la déléguée de Greenpeace, pour décider de ce qu'on va produire, mais on apprend des choses et on avance ensemble ! Et il y a aussi le comité régional de financement, qui ne va pas lâcher les sous pour les investissements dont on a besoin si Sarah met son veto...
- Cette loi de 2028 sur la socialisation des grands groupes, on ne croyait pas que ça nous donnerait un tel pouvoir sur les décisions importantes au travail : pas seulement les conditions du travail mais même ses finalités !
- C'est sûr : mieux vaut discuter avec les écolos et donner du sens à notre travail, que de subir les décisions des financiers !



**Service de chirurgie – Hôpital Public de l'agglomération –
6h15 le matin – deux blouses blanches discutent :**

- Bonjour Jasmine !

- Salut Carole, comment vas-tu ce matin ? Le week-end s'est bien passé ?

- Oui, très bien, merci. Quelques entrées mais on a vraiment eu le temps de bien prendre en charge les patient-es. Quand je repense à nos conditions de travail quand on était encore aux 35h... c'était dur, épuisant et avec ça, nous avions toujours le sentiment qu'on n'avait pas pu soigner correctement les malades. Tu n'étais pas encore sortie de l'école, toi ?

- Non, pas encore mais j'ai quand même connu ça car je travaillais l'été pour payer mes études ; et c'est vrai que c'était vraiment moins bien. Pourtant, tu te souviens comme tous les collègues n'étaient pas d'accord pour la semaine de 4 jours et 32h hebdomadaires ? Même sans baisse de salaire, ils avaient peur que la nouvelle organisation intensifie le travail.

- Tu as raison, moi-même, je me demandais comment ça pourrait se mettre en place ! Le jour de repos supplémentaire par semaine m'a convaincu qu'il fallait essayer et c'est là qu'on a vraiment retrouvé un équilibre entre la vie au travail et la vie privée.

- Oui et ce qui a bien aidé, c'est aussi que l'on a obtenu des effectifs supplémentaires : trois soignant-es pour 10 patient-es, quel progrès !

- d'ailleurs, c'est aussi à ce moment-là que plein de jeunes ont eu de nouveau envie de nos métiers de soignant-es... ça fait quelque chose de se rappeler tout ça. Bon, allons en relève, tu me raconteras comment le changement s'est fait pendant la pause ?

- Allons-y !

J'ai fait des études de sage-femme en Europe et depuis quelques années, j'ai pu venir auprès de ma famille en Amérique du Sud. En France, grâce aux luttes des collègues expérimentées, les 5 années d'études puis la pratique de cette profession ont enfin été revalorisées, répondant aux revendications féministes. Comme la plupart des métiers féminisés, les qualifications et la pénibilité étaient insuffisamment reconnues. En plus de la revalorisation des salaires, il y a eu un « rattrapage » des années travaillées sous payées.

Je vis maintenant la plus grande partie de l'année en Argentine, où les besoins sont importants dans ces secteurs. Car après le rejet massif du FMI et de la Banque mondiale par les populations et l'annulation de la dette des pays de la région, les gouvernements ont pu réinvestir notamment dans la santé. L'économie a été réorientée en priorité autour des activités essentielles, notamment de soins, sous l'impulsion des féministes. D'ailleurs, la victoire de 2020 pour le droit à l'avortement a eu des répercussions dans toute la région où le débat s'est ouvert. Dans la plupart des pays les femmes peuvent aujourd'hui accéder gratuitement à un avortement libre et sécurisé ainsi qu'à des moyens de contraception.

Avec les nouveaux droits conquis, le développement du service public de la petite enfance, l'égalité salariale etc., les répercussions sociales sont considérables, contribuant à réduire les inégalités entre hommes et femmes, permettant l'accès de celles-ci aux études, à l'emploi, aux décisions politiques.

Ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ECP Louise Michel - 20 avril 2048

La communauté éducative de l'école commune polytechnique est invitée à l'AG annuelle de l'établissement qui se tiendra en salle polyvalente de 9h30 à 16h30. Elle sera l'occasion de renouveler l'équipe qui doit assurer les missions de direction pour l'année à venir. Élèves, personnels et parents peuvent se porter candidat-es en se faisant connaître en début d'AG. Seront également à l'ordre du jour :

- *L'affectation des 25 nouvelles heures ajoutées à notre dotation horaire*
- *L'ouverture de 2 nouveaux postes de titulaires*
- *Le remplacement des 5 personnels enseignants qui ont obtenu une disponibilité de 6 mois*
- *La mise en œuvre de la dernière réforme de l'école secondaire qui prévoit deux heures hebdomadaires consacrées par les équipes pédagogiques à l'échange de pratiques et à la préparation des séances de co-enseignement*
- *Les projets pédagogiques et culturels de l'établissement*
- *L'extension du potager et l'installation d'une nouvelle ruche*
- *La révision à venir des programmes (consultation en cours de tous les établissements)*
- *Les mobilisations pour :
une meilleure revalorisation de la rémunération des accompagnant-es scolaires, la réduction des effectifs par classe (de 25 élèves maximum à 20), la suppression des notes (plus de 1000 établissements se sont déjà prononcés en faveur de cette mesure !)*
- *Bilan annuel du protocole de la lutte contre toutes les oppressions pour faire de notre établissement un espace de confiance*



Bonjour et merci de votre présence,

En tant que déléguée de notre Communauté régionale, j'ai le plaisir de vous présenter les travaux réalisés lors de la Conférence Annuelle de la Fédération des Communautés Europe-Méditerranée.

Les délégué-es des 267 Communautés régionales, issues de la réorganisation politique suite à la chute des États-Nations des années 2040, ont décidé d'acter le « plan numérique 2049 ».

Ces mesures ont pour but de poursuivre la diminution drastique de l'utilisation du numérique dans le prolongement de la fin des GAFAM.

En conséquence, le service public d'internet et du numérique sera mis en place, un service public ne pourra proposer un service dématérialisé sans l'équivalent en présentiel, les espaces de stockage de données devront être répartis dans chaque région, de façon à éviter les concentrations, les nouveaux logiciels devront permettre le contrôle du programme par l'utilisateur et le partage entre individus, une nouvelle campagne d'information sera lancée pour informer les utilisateurs des risques de l'exposition longue aux écrans. Comme vous me l'avez demandé, j'ai voté en faveur de ce plan. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2049, soit dans 8 mois !

- Si vite ?

- Oui, raison de plus pour mettre au travail rapidement toutes les communautés de communes que vous représentez !

En attendant, et en accord avec nos orientations visant à renforcer la convivialité en délaissant les écrans, je vous invite à partager le produit du travail de nos ami-es arboricultriceures !

Communiqué de presse de la FSU

La fin des paradis fiscaux ne clôt pas le débat. Les Bahamas ont annoncé hier rejoindre l'Agence des Nations unies pour la transparence financière. Pour la FSU, il s'agit d'une avancée remarquable à deux titres : elle signe la fermeture du dernier paradis fiscal encore en activité. Elle montre aussi l'efficacité de la coopération internationale pour l'adaptation au réchauffement climatique, dont l'archipel a largement bénéficié et qui n'est pas étrangère à sa décision. Avec l'ensemble du collège des fondateurs de l'association Attac, la FSU se félicite de ce pas de plus vers l'encadrement des flux financiers internationaux. Suite au vaste mouvement social et citoyen de ces derniers mois, la Commission européenne a accéléré sa sortie des accords de libre-

échange et va mettre en place des mesures afin d'empêcher les pratiques de dumping fiscal qui alimentaient la fraude et vidaient les caisses des Etats. La FSU rappelle la demande d'une hausse de l'impôt mondial sur les multinationales de 20 % à 25 %. Alors que la situation des services publics en France continue de nécessiter des investissements conséquents (rupture écologique, éducation, justice, santé, agriculture, énergie, logement...), le partage et la redistribution des richesses sont plus que jamais nécessaires. Le gouvernement doit poursuivre le débat démocratique sur la fiscalité et la taxation tel que le permet la constitution écologique et sociale de 2030. La FSU y prendra toute sa place aux côtés d'Attac. Bagnolet, 7 mai 2038

Pour aller plus loin...

Ce qui dépend de nous. Manifeste pour une relocalisation écologique et solidaire, Attac, Éditions Les Liens qui Libèrent, juin 2020.

Manuel d'histoire du futur : 2020-2030 : comment nous avons changé de cap, Attac, Éditions de l'atelier, août 2020

Pas d'emplois sur une planète morte : sauver le climat, gagner des droits, créer des emplois, rapport du collectif Plus jamais ça (Alliance écologique et sociale), mai 2021

Impôts : idées fausses et vraies injustices, Attac, Éditions Les Liens qui Libèrent, mai 2021

Pour la justice climatique, stratégies en mouvement, Attac, Éditions Les Liens qui Libèrent, octobre 2021

Un monde en lutte, Attac, Éditions de l'Atelier, novembre 2021

Super Profiteurs, le petit livre noir du CAC40, Attac, Éditions Les Liens qui Libèrent, mai 2023

Passez à l'Attac

Dans ces futurs désirables, tout n'est pas réglé, il reste encore des choses à améliorer, d'autres modèles à inventer, mais nous sommes sur la bonne voie ! Depuis 25 ans, Attac est un acteur clé des mobilisations contre la domination de la finance, pour la justice sociale et écologique. En tissant des liens avec tous les mouvements sociaux au cœur des résistances, Attac soutient et met en lumière les alternatives porteuses d'espoir pour " Un autre monde " ! Attac développe de l'expertise et des actions citoyennes dans lesquelles chacune et chacun peut prendre sa place.

Nos adversaires disposent de moyens financiers démesurés.
Pour les faire plier, nous avons besoin de votre soutien !

Les adhésions et les dons représentent 90 % du budget de notre association et garantissent l'indépendance de nos actions. En adhérant à Attac, vous nous permettez d'amplifier nos actions et d'obtenir de nouvelles victoires pour mettre un terme à l'impunité des 1 % les plus riches et redonner de l'espoir aux 99 % qui subissent au quotidien leur pouvoir destructeur. En adhérant à Attac, vous devenez membre d'un réseau de 10.000 adhérentes et adhérents en France, vous recevez le journal trimestriel Lignes d'Attac et vous pouvez prendre part aux actions menées par l'association. Nous comptons sur vous !

Adhésion en 2 minutes en fonction de ses moyens et à partir de 13 euros par an :

france.attac.org/adherer

Moins d'une minute pour faire un don en ligne :

france.attac.org/faire-un-don

Illustrations d'après photos Freepik
Maquette : Jean-François Guillon
Impression : Rotographie
Édition Attac France
Août 2023



attac france
21 ter rue Voltaire
75011 Paris